



**MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE**

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



BRÈVES ÉCONOMIQUES D'ASIE DU SUD

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE NEW DELHI

N° 43 – Du 25 novembre au 01 décembre 2022

En bref

Afghanistan : Les recettes des douanes ont augmenté de 84% (en g.a) sur les sept derniers mois. L'Afghanistan en appelle à un renforcement de la coopération avec la Chine, grâce à la création d'une route commerciale par le détroit de Wakhan, dans l'est du pays.

Bangladesh : Le Bangladesh, avec un taux d'imposition rapporté au PIB de 7,5%, affiche le plus faible ratio d'Asie du Sud.

Bhoutan : Malgré la volonté affichée d'atteindre l'autosuffisance alimentaire, le pays enregistre un déficit commercial marqué.

Inde : *Indicateurs macroéconomiques* : Baisse du taux de chômage, à 7,2 % sur le trimestre juillet-septembre 2022. L'indice Sensex atteint un niveau record, malgré la morosité mondiale. Publication par la RBI de son indice trimestriel des prix des logements. Une croissance à 6,3 % au second trimestre 2022, en ligne avec les prévisions de la RBI. *Politique commerciale* : Publication des chiffres du commerce international de services en octobre 2022 par la RBI. *Politique monétaire* : Publication des données bancaires sectorielles pour le mois d'octobre par la RBI.

Maldives : Vote du budget 2023 et d'une rallonge budgétaire pour 2022.

Népal : Nuance d'opinion sur la situation économique du Népal : de l'optimisme à l'effondrement de l'économie.

Pakistan : La Banque centrale du Pakistan relève son taux directeur à 16% afin de contenir l'inflation. Les réserves de change de la Banque centrale baissent à 7,44 Mds USD. La SBP réfute catégoriquement avoir mis en place des restrictions à l'ouverture de lettres de crédit pour l'importation d'hydrocarbures. Le Gouverneur de la SBP a indiqué que le Pakistan allait rembourser l'obligation islamique (Sukuk) de 1 Md USD. Baisse de 8% des transferts de fonds officiels des Pakistanais de l'étranger au cours des quatre premiers mois. Le déficit du commerce extérieur recule de 30% sur les cinq premiers mois de FY 2022-2023.

Sri Lanka : L'inflation poursuit sa chute en novembre, à 61% en glissement annuel. Subvention française de 450 000 EUR dans le domaine des ENR. Fitch dégrade la notation de la dette à long terme en roupies de Sri Lanka, de CCC à CC.

Afghanistan

Les recettes des douanes ont augmenté de 84% (en g.a) sur les sept derniers mois

Le ministère des Statistiques Taliban a déclaré que les recettes douanières s'élevaient à 665 M USD sur les sept derniers mois de l'année budgétaire en cours, contre 350 M USD sur la même période de l'année précédente, soit une hausse de 84%.

Le chef du service des douanes estime que ce rehaussement des montants de la collecte est largement imputable à la baisse de la corruption, à l'adoption d'un système réglementaire plus robuste et à l'amélioration de la transparence des produits.

En outre, les revenus des exportations afghanes ont fortement augmenté en raison de la hausse des prix des denrées et des volumes d'échanges de minéraux, notamment le charbon, et de fruits secs vers les partenaires commerciaux que sont le Pakistan, l'Inde, les pays d'Asie centrale, la Chine et la Russie.

L'Afghanistan en appelle à un renforcement de la coopération avec la Chine, grâce à la création d'une route commerciale par le détroit de Wakhan, dans l'est du pays

Le ministre du Commerce et de l'Industrie, Nooruddin Azizi, dans une déclaration, a encouragé la Chine à accélérer les efforts de coopération afin de promouvoir le commerce entre les deux pays. En effet, la route de Wakhan, situé dans l'est de l'Afghanistan, à la frontière avec la Chine, s'insère parmi les routes de la soie traditionnelles, qui relient la Chine aux pays européens en passant par l'Afghanistan.

Malgré la mise en œuvre de projets de transport ferroviaire, et la reprise des voies commerciales aériennes sino-afghanes, le gouvernement chinois reste vague lorsqu'il s'agit d'élaborer une réelle intégration de l'Afghanistan dans la « Belt and Road Initiative ». La stabilité en Afghanistan reste une condition préalable au développement des activités de la future route commerciale au

sein de la région, et notamment eu égard au corridor économique Chine-Pakistan (CPEC), auquel l'Afghanistan pourrait être intégré. Le succès commercial de cette coopération régionale ne peut s'opérer que si l'Afghanistan retrouve une stabilité économique et politique, situation qui paraît irréaliste à court terme.

L'intégration complète à l'initiative représente une aubaine pour le gouvernement Taliban, dans le sillage de sa recherche d'émancipation économique et dans sa stratégie offensive concernant le commerce extérieur, les exportations, la recherche de nouveaux débouchés commerciaux et le renforcement de la production industrielle domestique.

Bangladesh

Le Bangladesh, avec un taux d'imposition rapporté au PIB de 7,5%, affiche le plus faible ratio d'Asie du Sud

Le ministre de la Planification, à l'occasion d'une conférence annuelle organisée par le *Bangladesh Institute of Development Studies* (BIDS), a dénoncé, comme une faiblesse structurelle de l'économie du Bangladesh, le niveau particulièrement bas du ratio impôt-PIB, de l'ordre de 7,5%, en décalage immédiat avec le rythme de croissance du pays de presque 7% en 2021. Il en résulte une incapacité du gouvernement à obtenir des recettes stables.

Selon Ahsan H. Mansur, directeur du *Policy Research Institute du Bangladesh*, il est difficile d'espérer un passage vers un statut de pays en développement d'ici 2026 avec un taux d'imposition aussi faible. Pour l'expert, il s'agirait de cibler plutôt un niveau compris entre 16% et 18% du PIB. A titre comparatif, le taux d'imposition du Népal est estimé aux alentours de 18%, le Bhoutan enregistre un taux de 13% et l'Inde 11%.

L'informalité du marché du travail, caractéristique prégnante de l'économie du Bangladesh, avec un taux de presque 89%, ne permet pas la constitution d'assiettes fiscales

robustes, alimentant les caisses de l'Etat. Quant aux travailleurs du secteur formel, notamment l'industrie manufacturière de prêt-à-porter (ready-made garment (RMG)), la faiblesse des salaires et la précarité des emplois constituent un goulet d'étranglement supplémentaire à une collecte stable des impôts.

Par ailleurs, compte tenu des faibles retours des déclarations d'impôts et des demandes d'extension des délais de la part des contribuables, le *National Board of Revenue* (NBR) a prolongé au 31 décembre la date butoir des déclarations d'impôts.

Bhoutan

Malgré la volonté affichée d'atteindre l'autosuffisance alimentaire, le pays enregistre un déficit commercial marqué

Selon les statistiques commerciales provisoires de janvier à septembre, le Bhoutan a importé des produits alimentaires de base atteignant presque cinq fois la valeur des exportations alimentaires.

Le déficit commercial alimentaire s'élève à 57 M USD (sur les neuf derniers mois), étant donné que le pays a importé un montant de 68 M USD de produits alimentaires, dont 11,5 M USD concernant les céréales, 5,8 M USD pour les produits laitiers et 4,6 M USD pour la viande. En comparaison, les exportations ne représentent qu'un faible montant de 11 M USD.

En matière d'autosuffisance alimentaire, volonté politique du pays, le secteur n'est autosuffisant qu'à 34,71% pour le riz, 72,27% pour le maïs, 84% pour les légumes, 92% pour les produits laitiers, 44% pour la viande et 100% pour les œufs, selon le rapport du secteur des ressources naturelles renouvelables (RNR).

Inde

Indicateurs macroéconomiques

Baisse du taux de chômage, à 7,2 % sur le trimestre juillet-septembre 2022

Selon le Bureau National des Statistiques, le taux de chômage en Inde en zone urbaine est revenu à 7,2 % au second trimestre de l'exercice budgétaire (juillet-septembre 2022), contre 9,8 % un an plus tôt, attestant d'une reprise économique soutenue post COVID 19.

En particulier, le taux de chômage des femmes en zone urbaine est en baisse, à 9,4 % en juillet-septembre contre 11,5 % un an plus tôt. Chez les hommes, il s'établit à 6,6 % sur la période contre 9,3 % un an plus tôt.

L'indice Sensex atteint un niveau record, malgré la morosité mondiale

L'indice Sensex, indice phare du BSE, composé de 30 titres d'entreprises, a atteint un nouveau record en début de semaine, et ce, alors même que le sentiment de marché s'est détérioré, alimenté par des craintes quant aux perspectives économiques mondiales, et dans le contexte des récentes manifestations contre la politique chinoise de zéro COVID. Il s'inscrivait en clôture le 1^{er} décembre 2022 au-dessus de 63 000, progressant de 7% depuis début janvier.

Ainsi, si l'indice a d'abord chuté en raison de la morosité mondiale, il s'est ensuite retourné pour gagner 262,48 points, soit 0,42 %, et atteindre un niveau record de 62 556,28, ce lundi 28 novembre.

Les inquiétudes liées à la situation pandémique en Chine sont compensées par la politique proactive conduite par la banque centrale chinoise. De plus, bien que la volatilité intrajournalière persiste, certains facteurs favorables comme le recul des cours du pétrole brut, les anticipations d'un moindre relèvement du taux des Fed Funds par le système fédéral de réserve des Etats-Unis et des perspectives de bénéfices meilleures que prévu maintiennent

l'orientation favorable des marchés boursiers, qui ont notamment bénéficié d'un courant acheteur des non-résidents.

Publication par la RBI de son indice trimestriel des prix des logements

La RBI a publié le 25 novembre son indice trimestriel des prix des logements (base : 2010-11=100) pour le deuxième trimestre 2022-23, sur la base des données relatives aux transactions reçues des autorités d'enregistrement dans dix grandes villes (Ahmedabad, Bengaluru, Chennai, Delhi, Jaipur, Kanpur, Kochi, Kolkata, Lucknow et Mumbai).

L'Indice des prix des logements (IPL) pour l'ensemble de l'Inde a enregistré une croissance de 4,5 % en glissement annuel au deuxième trimestre 2022-23, contre 3,5 % au trimestre précédent et 2,4 % il y a un an. L'évolution, en glissement annuel, de l'IPL a été très variable selon les villes, allant d'une croissance de 11,1 % (Kochi) à une contraction de 4,1 % (Jaipur).

Par rapport au trimestre précédent, l'IPL au niveau national a augmenté de 0,4 % au second trimestre. Il augmente pour toutes les villes à l'exception d'Ahmedabad, de Kolkata, de Chennai et de Jaipur.

Une croissance à 6,3 % au second trimestre 2022, en ligne avec les prévisions de la RBI

Selon le Bureau National des Statistiques, l'Inde a enregistré une croissance de 6,3 % au cours du second trimestre, qui s'est terminé en septembre, ce qui porte la croissance du PIB à 9,7 % pour le premier semestre de l'année budgétaire.

La consommation privée a augmenté de 9,7 % au cours du trimestre, et les investissements, tels que reflétés par la formation brute de capital fixe, de 10,4 %, indiquant une poursuite de la reprise de l'économie.

Sur le plan sectoriel, l'industrie manufacturière a connu une contraction de 4,3 % au cours du trimestre de septembre, tandis que le sous-secteur du commerce, de l'hôtellerie, des transports et des communications a enregistré une croissance de 14,7 %. L'agriculture et les

activités connexes enregistrent pour leur part une croissance de 4,6 % sur la période.

Les incertitudes croissantes sur l'économie mondiale devraient toutefois entraîner un ralentissement au cours des prochains mois. La RBI prévoit ainsi une croissance de 4,6 % pour les deux derniers trimestres de l'année budgétaire en cours. Ces estimations sont d'autant plus importantes qu'elles constitueront les dernières données disponibles sur l'état de l'économie pour le prochain budget de l'Union 2023-2024 qui sera présenté début février 2023.

Au total, la RBI anticipe ainsi une croissance de 7,0 % pour l'année budgétaire 2022-2023, légèrement au-delà des estimations du FMI (6,8 %).

Politique commerciale

Publication des chiffres du commerce international de services en octobre 2022 par la RBI

Selon la RBI, les exportations de services ont atteint 24,6 Mds USD au mois d'octobre 2022 contre 29,7 Mds USD le mois précédent, soit une baisse de 21 %. Les importations de services enregistrent également une forte baisse au mois d'octobre, à 15,9 Mds USD contre 28,1 Mds USD le mois précédent, soit une baisse de 77%.

Au total, l'excédent de la balance des services s'établit à 8,7 Mds USD pour le mois d'octobre contre 1,6 Md USD pour le mois de septembre.

Politique monétaire

Publication des données bancaires sectorielles pour le mois d'octobre par la RBI

La RBI a publié ses données sur le déploiement sectoriel du crédit bancaire pour le mois d'octobre 2022. Ces dernières ont été recueillies auprès de 40 banques commerciales, représentant environ 93 % du total des crédits non alimentaires octroyés par l'ensemble des banques commerciales.

En glissement annuel, les crédits bancaires non alimentaires ont enregistré une croissance de

18,3 % en octobre 2022, contre 6,9 % l'année précédente.

Le crédit à l'agriculture et aux activités connexes a augmenté de 13,6 % (en glissement annuel) en octobre 2022, contre 10,8 % un an auparavant.

La croissance du crédit à l'industrie a accéléré pour atteindre 13,6 % (en glissement annuel) en octobre 2022, contre 3,3 % un an plus tôt. Elle est principalement alimentée par celle des moyennes industries qui enregistrent une croissance de 31,0 % ainsi que la hausse du crédit aux micro et petites industries (+20,4 % en glissement annuel), alors que la croissance du crédit à la grande industrie n'augmente que de 10,9 %.

Le crédit au secteur des services a pour sa part augmenté de 22,5 % (en glissement annuel) sur ce même mois, contre 2,8 % il y a un an, principalement en raison de l'amélioration des crédits accordés aux NBFC, de l'immobilier commercial et plus largement, du commerce.

Enfin, les prêts personnels ont augmenté de 20,2 % (en glissement annuel) en octobre 2022 contre 12,6 % il y a un an, portés par l'essor des prêts au logement et aux véhicules.

Maldives

Vote du budget 2023 et d'une rallonge budgétaire pour 2022

Le Parlement maldivien a voté une rallonge budgétaire de 5,8 Mds MVR pour le budget 2022, soit une augmentation de 15% de l'enveloppe initialement prévue, afin de couvrir les dépenses engagées depuis le début de l'année pour les subventions énergétiques et alimentaires mises en place pour protéger la population de l'inflation importée suite à la guerre en Ukraine, mais aussi de financer certains projets d'investissement dans les infrastructures. Le Parlement a aussi voté le budget 2023, modifié par rapport à la proposition du ministre des Finances à hauteur de 10 M USD seulement au bénéfice du programme d'investissement public PSIP. Le budget 2023 prévoit une hausse des recettes publiques en nominal de 22%,

essentiellement portée par la hausse des TVA générale (de 6 à 8%) et touristique (de 12 à 16%), et une stabilisation des dépenses au niveau de 2022. Les recettes publiques atteindraient ainsi 30,7% du PIB (contre 27,7% en 2022), les dépenses 39,0% du PIB (contre 42,0% en 2022), le déficit public 8,3% du PIB et le déficit primaire 5,0% du PIB (10,9% en 2022). Le budget 2023 s'inscrit dans une prise de conscience relative par les autorités de l'importance de consolider les finances publiques et enrayer la hausse de la dette ; outre les hausses de TVA, celles-ci ont ainsi annoncé une réforme des subventions publiques et l'arrêt des attributions de garanties publiques aux projets non-prioritaires des entreprises publiques.

Népal

Nuance d'opinion sur la situation économique du Népal : de l'optimisme à l'effondrement de l'économie

La situation économique du Népal inquiète, et questionne sur les perspectives économiques dans les mois à venir.

La Fédération des chambres de commerce et de l'industrie, dans une récente déclaration de presse, avertit de la détresse économique du pays et émet même le concept d'un pays au bord de la faillite économique, en mettant en exergue les derniers chocs exogènes auxquels le Népal a été confronté : inflation, crise de liquidité, effritement des réserves de change, hausse des taux d'intérêt.

En revanche, le ministre des Finances, Jardanan Sharma et le gouverneur de la Banque centrale, Maha Prasad Adhikari, nuancent cette vision, affichant un certain optimisme en ce qui concerne l'amélioration des indicateurs macroéconomiques. Le ministre des Finances réfute même l'utilisation du terme « crise économique » qu'il estime inadéquat, et affirme le besoin de coopération avec le secteur privé afin de faire face aux challenges actuels du Népal.

Dans son analyse, la Fédération insiste sur le caractère non-durable de hausse des prêts des banques alors même que les dépôts des ménages diminuaient, dans le sillage de la reprise post-covid. Dans ce contexte, le pays a enregistré un épuisement graduel de ses réserves en devises étrangères consécutif à la hausse excessive des importations induite par la dynamique du crédit. En revanche, la décision de la Banque centrale, Nepal Rastra Bank (NRB) de réduire le *spread* (soit la différence entre le taux d'intérêt des dépôts et celui des prêts) a été reçue positivement par la Fédération compte tenu du fait que cette opération encourage une stabilisation des taux d'intérêt. La NRB a également récemment réduit l'écart de taux d'intérêt des banques commerciales de 4,4% à 4%.

Pakistan

La Banque centrale du Pakistan relève son taux directeur à 16% afin de contenir l'inflation

Selon le Comité de politique monétaire de la Banque centrale du Pakistan, cette décision qui porte le taux directeur à son plus haut niveau depuis 1999 vise à réagir aux pressions inflationnistes (l'indice des prix à la consommation a atteint 26,6% en glissement annuel en novembre) qui se révèlent plus fortes et plus persistantes que prévu. D'après la Banque centrale, l'inflation devrait se situer entre 21 et 23 % au cours de l'exercice budgétaire 2022-2023, contre des prévisions de 18 à 20 % effectuées en juin 2022, à la fin de l'année budgétaire 2021/2022.

Les réserves de change de la Banque centrale baissent à 7,44 Mds USD

Les réserves de change de la Banque centrale ont baissé de 327 M USD à 7,5 Mds PKR, soit une baisse de 4,2% par rapport au 25 novembre, ce qui au vu de la forte baisse des importations devrait être suffisant pour couvrir environ deux mois d'importations. Les réserves en devises des

banques commerciales ont également diminué de 60 M USD (-1%) pour s'établir à 5,8 Mds USD.

La SBP réfute catégoriquement avoir mis en place des restrictions à l'ouverture de lettres de crédit pour l'importation d'hydrocarbures

Le porte-parole de la SBP indique que « contrairement aux rumeurs, « la Banque n'a imposé aucune restriction (verbale ou autre) à l'ouverture de lettres de crédit ou de contrats d'importation de pétrole brut, de GNL et de produits pétroliers ». Il voit dans une telle désinformation une démarche visant à créer de l'incertitude sur les marchés. Toutes les lettres de crédit et contrats d'importation de pétrole sont retirés à leur date d'échéance via le marché interbancaire des changes sans délai ». Selon la SBP, « il ressort des données sur les échanges commerciaux publiées par la SBP que les importations de pétrole du pays s'élevaient à 1,48 Md USD pour le mois de septembre 2022 et à 1,47 Md USD Mds de dollars pour le mois d'octobre ».

Le Gouverneur de la SBP a indiqué que le Pakistan allait rembourser l'obligation islamique (Sukuk) de 1 Md USD

Selon le Gouverneur, le paiement de 1 Md USD de la Sukuk à 5 ans doit être effectué dans la journée du 2 décembre 2022.

Baisse de 8% des transferts de fonds officiels des Pakistanais de l'étranger au cours des 4 premiers mois

Pour les quatre premiers mois de l'année 2022/2023, les transferts de migrants effectués par des canaux officiels sont tombés à 9,9 Mds, en baisse de 8,6% par rapport aux 10,827 Mds USD en juillet-octobre de l'année dernière. Si la tendance à la baisse devait se poursuivre, le total des envois de fonds au cours de l'exercice actuel se terminant en juin 2023, resterait proche de 30 Mds USD, inférieur aux 31 Mds USD versés en 2021/2022.

Les experts considèrent que les Pakistanais ont effectué autant de transferts que l'an dernier

mais qu'ils ont davantage recours au fonds non-répertoriés de type hawala.

Le déficit du commerce extérieur recule de 30% sur les cinq premiers mois de FY 2022-2023

Les importations au cours de la période juillet-novembre ont diminué de 20,15% (26,34 Mds USD) contre 32,98 Mds USD pour la même période de 2021-2022. Par ailleurs, en novembre 2022, le Pakistan a importé 33,6 % de marchandises en moins par rapport à novembre 2021.

Les exportations ont baissé de 3,5% à 11,93 Mds USD contre 12,36 Mds USD sur la même période de 2021-2022 (source : Bureau pakistanais des statistiques, PBS) et, sur une base strictement mensuelle, les exports ont baissé de 18,3% par rapport à novembre 2021 (contre 2,9 Mds USD en novembre 2021). Au cours des cinq derniers mois, les exportations mensuelles moyennes se sont établies à 2,386 Mds USD.

Au cours du mois, le déficit commercial a été réduit de 42,46% à 2,88 Mds USD, contre 4,99 Mds USD en 2021. Quasiment chaque mois depuis le début de l'exercice budgétaire 2022/2023, les importations se sont contractées davantage par rapport à l'année 2021 (-10,4 % en juillet, -7,7 % en août, 19,7% en septembre, 27,2 % en octobre et 33,6 % en novembre).

Sri Lanka

L'inflation poursuit sa chute en novembre, à 61% en glissement annuel

Après 17 mois de hausse consécutive, l'inflation, mesurée par l'indice des prix à la consommation à Colombo (CCPI), avait connu une première chute en octobre (66,0% en g.a., contre un pic à 69,8% en septembre). Le passage d'un point d'inflexion semble confirmé en novembre : l'inflation atteint désormais 61,0% en g.a., l'inflation sous-jacente 49,4% (contre 49,7% en octobre). L'effet de base est important dans la mesure où les prix avaient commencé à significativement augmenter sur la même période en 2021. En glissement mensuel, les prix

chutent ainsi de 0,5% seulement entre octobre et novembre (après 0,4% le mois précédent).

Entre les mois d'octobre et novembre, les prix des produits alimentaires diminuent significativement (notamment poulet et poissons) tandis que les prix des produits non-alimentaires stagnent (les hausses dans les catégories santé et habillement sont compensées par les chutes observées dans les transports, le logement et les charges associées). La normalisation de l'offre grâce à la fin des pénuries énergétiques et la reprise des importations essentielles ainsi que la baisse des cours internationaux contribuent à la baisse des prix des différentes catégories concernées, aux côtés de la contraction de la demande. L'inflation alimentaire chute ainsi fortement pour atteindre 73,6% en g.a. en novembre, contre 85,6% en octobre, tandis que l'inflation non-alimentaire atteint 54,5% en g.a. en novembre, contre 56,3% en octobre. L'inflation moyenne annuelle progresse à 42,6% en novembre contre 38,3% en octobre.

Subvention française de 450 000 EUR dans le domaine des ENR

L'Agence française de développement a signé un accord de subvention FEXTE (Fonds d'expertise technique et d'échanges d'expériences) avec le Ceylon Electricity Board (CEB) et EDF afin de lancer un projet permettant l'intégration progressive des énergies renouvelables dans le réseau d'électricité sri lankais, en contribuant à la montée en compétences des équipes de CEB en ce qui concerne les passations de marché public relatives aux lignes de transmission et sous-stations électriques, la modélisation des capacités de production et de transmission ou encore la stabilité du réseau. Le projet s'inscrit dans une action de longue durée de l'AFD à Sri Lanka, totalisant des engagements à hauteur de 80 M EUR, afin de contribuer à l'adéquation des capacités de production avec la demande d'électricité ainsi qu'à la diversification de la production électrique, encore très dépendante (à 50% en 2021, année marquée par une forte production hydroélectrique, 63% en 2020) des énergies thermiques (fioul et charbon). Il intervient aussi dans le cadre du soutien formulé

par la France à l'objectif sri lankais, annoncé avant la crise économique qui frappe le pays, de parvenir à 70% d'électricité d'origine renouvelable d'ici la fin de la décennie.

Fitch dégrade la notation de la dette à long terme en roupies de Sri Lanka, de CCC à CC

La dégradation de la note reflète la probabilité d'un défaut sur la dette domestique en roupies, face à l'ampleur des intérêts de celle-ci, notamment rapportés aux recettes de l'Etat sri lankais, qui emprunte à des taux avoisinant 30% pour financer le déficit budgétaire. Les intérêts sur la dette domestique ont ainsi représenté 56% des recettes publiques sur les huit premiers mois de 2022, et la dette domestique compte pour 53% de la dette du gouvernement fin juillet 2022. Fitch s'attend à ce qu'un traitement de la dette domestique, s'il devait avoir lieu, se concentre sur le maintien de la stabilité du système financier, au travers d'une extension des échéances ou d'une réduction des coupons plutôt que d'une réduction de la valeur nominale. L'agence table par ailleurs sur une contraction du PIB de 6% cette année et de 2,2% en 2023, en-deçà des prévisions du FMI (8,7% et 3,0%), tandis que la dette publique (hors dette garantie) atteindrait 109% du PIB fin 2022. Le sujet de la restructuration de la dette domestique inquiète notamment les banques et les marchés financiers sri lankais ; à plusieurs reprises ces deux dernières semaines, le secrétaire d'Etat aux Finances sri lankais a cherché à nier les rumeurs selon lesquelles une décision dans ce sens avait été prise dans le cadre des négociations avec le FMI.



Notation des obligations souveraines à long terme par les principales agences et notes-pays Coface

	Moody's		Standard & Poor's		Fitch		Coface	
	Note-pays	Perspective	Note	Perspective	Note	Perspective	Risque-pays	Climat des affaires
Inde	Baa3	Stable	BBB-	Stable	BBB-	Stable	C	A4
Bangladesh	Ba3	Stable	BB-	Stable	BB-	Stable	C	C
Pakistan	B3	Négative	B-	Négative	B-	Négative	D	C
Sri Lanka	Ca	Stable	SD	Négative	RD	-	D	B
Maldives	Caa1	Stable	-	-	B-	Stable	C	C

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international